

M. Simmons: Les activités saisonnières dans le secteur de la construction n'ont jamais été aussi ralenties.

M. Oberle: A qui la faute?

M. Simmons: L'honorable représentant demande à qui la faute. Je peux le lui dire. Le taux de chômage à Terre-Neuve est à l'heure actuelle de 20 p. 100, le double de la moyenne nationale, parce que nous avons au pouvoir à Terre-Neuve un gouvernement conservateur qui préfère tempêter et fulminer, assister aux matchs du Super Bowl et blâmer le gouvernement fédéral plutôt que de faire le travail pour lequel il a été élu, soit gouverner. Terre-Neuve n'a pas eu un jour, une heure, ou même cinq minutes de gouvernement provincial dans les quatre ou cinq dernières années. Il a eu plein de discours, plein de belles paroles, et plein d'accusations portées contre d'autres. Pendant que le gouvernement joue, Rome brûle. Pendant qu'il s'emploie continuellement à se distraire, les Terre-neuviens sont en chômage. Voilà à qui la faute, si le député veut le savoir. Nous ne pouvions tolérer cela et nous contenter de pointer du doigt et de blâmer quelqu'un d'autre pour tout cela. Nous ne pouvions tolérer cela et permettre que les gens de ces localités s'en aillent tout simplement au bien-être social. Nous avons donc fait ce que les conservateurs appellent du «favoritisme», ce que les conservateurs qualifient de «sinistre et de minable», et ce que je considère comme une façon très raisonnable d'employer les deniers publics, à savoir fournir des installations portuaires aux pêcheurs, améliorer les installations agricoles, ajouter à l'infrastructure: construction d'aqueducs, de salles communautaires et de centres sportifs. Voilà ce que nous avons fait et ce que nous continuerons de faire avec cet argent.

C'est le député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn), je crois, qui a parlé plus tôt au cours du débat de ce fonds de 300 millions de dollars servant, selon lui, à payer des pots-de-vin. Que faisons-nous avec ce fonds servant à payer des pots-de-vin, monsieur le Président? Je viens de vous parler de ce qui se fait dans ma circonscription de Burin-Saint-Georges. Qu'en est-il ailleurs au pays? Que dire de Kingston et les Îles où nous avons un bon projet que l'honorable représentante a elle-même promu et appuyé? Et dans Rosedale, à Toronto? Je suis persuadé que ceux qui ont regardé la période des questions, cet après-midi, ont vu la contradiction dans les questions des conservateurs. Ceux-ci ont d'un trait prétendu que tout l'argent avait été dépensé dans des circonscriptions libérales, puis, le député de Rosedale (M. Crombie) est venu se plaindre de ce que des fonds étaient dépensés dans sa circonscription à son insu. Nous ne pouvons être tenus responsables du fait que les conservateurs ne font pas toujours leur travail. Ce n'est pas de notre faute s'ils ne restent pas en communication avec des groupes de leurs propres circonscriptions. Si ces groupes doivent s'adresser aux députés libéraux pour obtenir quelque chose, on ne peut pas vraiment nous en tenir rigueur. Est-ce que le député de York-Sud-Weston (M^{me} Appolloni) aurait dû s'en laver les mains et dire non à ces gens? Ou faire ce que je crois être son devoir de député et voir à ce que ces gens, dans sa circonscription ou ailleurs au pays, aient accès à l'information sur les programmes gouvernementaux? Sa faute a été de faire son travail. La faute du député de Rosedale est la suivante: au lieu de faire son travail en collaborant avec les groupes de sa circonscription, il vient ici tenter de salir ceux qui ont fait le travail à sa place.

Les subsides

Où donc l'argent est-il encore dépensé? Je sais que certaines circonscriptions du Québec sont libérales. Quelqu'un vient de me le confirmer. Cependant, on m'apprend qu'il existe une circonscription, celle de Joliette, qui, pour l'instant du moins, n'est pas représentée par un libéral. Et pourtant, monsieur le Président, un projet présenté par la circonscription de Joliette, laquelle est représentée par un bon conservateur, a reçu \$400,000 de ce fonds électoral. Je dois reconnaître que, en ce qui concerne la circonscription de Joliette, il existe une bonne raison. Il existe un motif caché, un motif surtout d'ordre politique, pour que cette circonscription soit comblée. Nous voulons que le député de Joliette (M. La Salle) soit réélu, car nous ne pouvons nous faire à l'idée qu'il n'y ait pas de représentant conservateur au Québec. Depuis leur congrès de direction, soit depuis huit mois, les conservateurs ont essayé de trouver une circonscription du Québec où le député provisoire de Central Nova pourrait se présenter en toute sécurité. Voilà ce qui les préoccupe depuis huit mois. Ils ont fait un sondage, les résultats ne leur plaisant pas, ils ont entrepris de sonder le sondage. Un jour où l'autre, monsieur le Président, ils finiront par trouver une circonscription qui leur paraîtra assez sûre.

• (1700)

M. Oberle: Avez-vous essayé d'en trouver une dernièrement en Colombie-Britannique ou en Alberta?

M. Simmons: Monsieur le Président, il n'y a pas de caisse électorale! Il n'y a pas de caisse noire!

Des voix: Oh, oh!

M. Oberle: Plus fort.

M. Simmons: Il n'y a pas de caisse électorale. Grands dieux, je pense qu'ils ont compris. Il n'y a pas de caisse noire. Ce n'est qu'une de nos dernières initiatives pour aider quelques chômeurs. Quelques-uns de ceux que nous aidons viennent de Schefferville. Grâce à ces programmes, ils viennent de trouver de l'emploi dans ma circonscription. Voilà ce que nous faisons avec cette prétendue caisse électorale. Quels sont donc les critères, monsieur le Président, qui permettent d'en bénéficier? D'abord...

M. Oberle: Vous devez être libéral.

M. Simmons: D'abord, des emplois à créer. En second lieu, des projets à réaliser. Ce sont les deux critères. Le député affirme qu'il y en a un troisième: être libéral. Dans ce cas, il y a beaucoup de libéraux là-bas et beaucoup qui dirigent ces projets. Des libéraux et même des néo-démocrates qui dirigent ces projets et y participent. Les critères sont le besoin d'emplois et la présentation de projets raisonnables.

Le monsieur de Prince George-Peace River veut rallumer l'esprit d'entreprise. J'ai des nouvelles pour lui: nous l'avons fait avant lui. Nous ravivons cet esprit, car l'économie progresse. Vous pouvez bien faire fi de tous les indicateurs économiques, mais les choses restent ce qu'elles sont. Les indicateurs montrent clairement que le pire est passé, quoi qu'en disent ces prophètes de malheur qui souhaitent que tout aille mal. Nous avons lancé des programmes de création d'emplois à court terme en attendant que le secteur privé, enfin regaillard, puisse en créer lui-même grâce aux politiques du gouvernement actuel. Et voilà pourquoi je suis heureux de pouvoir voter contre la motion.